Page 01_Mise en page 1 04/12/2022 15:52 Page 1



Saïd Chanegriha :

“L’ALGÉRIE A MIS EN ÉCHEC DES STRATÉGIES SOURNOISES”

Page 3

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7457 - DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

LOGEMENT

Une banque à la place de la CNL

Page 4

LES MÉDIAS OCCIDENTAUX, ARMES DE DISTRACTION DES MASSES

FAKE NEWS, PARTIALITÉ ET MANIPULATION



Les médias mainstream sont-ils à la solde du complexe militaro-industriel ? Cette question est aussi vieille que le complexe lui-même dénoncé dès 1961 par l’ancien président américain Dwight Eisenhower. Dans le cas du conflit en Ukraine, il semble que les médias occidentaux soient devenus les porte-drapeaux du récit ukrainien, un récit bien loin de la réalité des choses et du terrain.

Page 24

SUR INVITATION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le Roi Abdallah II en Algérie pour deux jours

Page 3

COUPE DU MONDE 2022

Le Sénégal pour marquer les esprits



Page 13

QUOTIDIEN NATIONAL D’INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

Page 02_Mise en page 1 04/12/2022 15:52 Page 1

MONOXYDE DE CARBONE

Campagne nationale de sensibilisation



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire a lancé hier une campagne nationale de sensibilisation sur les risques liés au monoxyde de carbone, indiquant que depuis le début de l'année, 2 250 personnes ont été victimes de monoxyde de de ce gaz, dont 107 ont perdu la vie.

Comme chaque année à l'approche de l'hiver, une campagne de sensibilisation d'envergure nationale est lancée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, en association avec plusieurs secteurs ministériels, des organismes et des composantes de la société civile, sur les risques liés à l'asphyxie au monoxyde de carbone (CO), a indiqué un communiqué du ministère. La même source a révélé que depuis le début de l'année, 2 250 personnes ont été victimes du monoxyde de carbone, dont 107 ont perdu la vie.

Cette campagne, qui a pour objectif de consolider la culture de prévention et de vulgariser les méthodes afin de faire face aux dangers du gaz naturel et des gaz brûlés, a été programmée, selon la même source, via les chaînes de télévision et de radio, notamment locales, et animée par des cadres, des experts et des représentants de différents organismes, établissements et associations qui activent dans le domaine. Ces derniers ont plaidé en faveur de la généralisation de la sensibilisation à ces risques et réaffirment l'importance de respecter scrupuleusement les règles de sécurité, a ajouté le communiqué.

Parallèlement à cette journée d'information, les walis de la République, a précisé le communiqué, ont supervisé l'organisation d'activités de sensibilisation de proximité, avec la participation de tous les acteurs au niveau local, et ce en vue d'exhorter les citoyens à adopter les comportements sûrs pour préserver leur intégrité. Cette démarche louable sera une occasion pour conjuguer les efforts de tout un chacun, permettant de sauver des vies, a conclu le communiqué.

Dans une récente déclaration au Jeune Indépendant, le colonel Farouk Achour, directeur de l'information et des statistiques à la Protection civile, a indiqué que depuis le début de l'année, 3 000 personnes ont été victimes de monoxyde de carbone, dont 105 ont perdu la vie. Mettant en garde contre ce tueur silencieux, qui provoque des intoxications parfois fatales, le colonel Farouk Achour a précisé qu'au mois de novembre dernier, 12 personnes ont succombé à une intoxication par inhalation de monoxyde de carbone et 150 autres ont été secourues d'une mort certaine. Un chiffre qu'il a qualifié d'» alarmant» étant donné que l'hiver ne fait que commencer et que le grand froid n'est pas encore installé. Par conséquent, il a tiré la sonnette d'alarme sur ce phénomène qui prend de l'ampleur d'année en année.

Il a, par ailleurs, mis l'accent sur le volet préventif qui, selon lui, «reste un moyen efficace pour réduire les risques liés à ce type d'accident domestique». Le directeur de l'information et des statistiques a invité les citoyens à respecter les consignes données afin de préserver et de protéger leur vie. Il s'agit, selon le conférencier, de ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage, de ne pas boucher les prises d'air dans les pièces, d'aérer les pièces et de ne pas utiliser de tels appareils dans des pièces dépourvues d'aération.

En évoquant l'utilisation des chauffages, il a expliqué que ces derniers sont munis de détecteurs de gaz mais ils doivent impérativement être vérifiés par un professionnel avant leur utilisation.

Samia Acher

TIZI OUZOU

Plus de 30 000 personnes aux besoins spécifiques

LA MAISON de la Culture Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou a abrité hier deux événements d'une importance certaine : la célébration de la Journée internationale du handicapé ou et la journée d'information et de sensibilisation sur les dangers du monoxyde carbone.

Cette dernière, organisée sous le haut patronage du wali, Djillali Doumi, a porté effectivement sur les informations concernant les dangers du monoxyde de carbone et les moyens de les éviter, et ce pour peu que l'on se montre constamment vigilants, notamment dans l'utilisation du chauffage à gaz durant la saison de froid. Le public a été nombreux à ces deux rendez-vous, les autorités également.

En effet, le wali, qui était à la tête des autorités civiles et militaires, a fortement marqué de sa présence les deux événements. Concernant le second événement, c'est-à-dire la journée d'information et de sensibilisation sur les dangers du monoxyde de carbone, les organisateurs, plus précisément la direction de la Protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou a, à travers des documents mis en exposition, donné un véritable cours de chimie au public. Idem concernant les statistiques.

En effet, le public a appris la définition de l'intoxication au CO et comment ce gaz agit sur le corps humain. «Le CO, renseigne l'un des nombreux documents exposés, agit comme un gaz asphyxiant qui, absorbé par l'organisme, prend la place de l'oxygène dans les globules rouges. Ainsi, l'organisme est privé de son oxygène». Le document de la Protection civile renseigne aussi sur le fait que 0,1 % de CO dans l'air peut provoquer la mort en un laps de temps d'une heure, le taux de 1 % en 15 minutes et un taux de 10 % peut provoquer la mort instantanément.

Par ailleurs, les personnes intoxiquées au CO peuvent parfois traîner des séquelles à vie. Il s'agit notamment de migraines chroniques, de troubles moteurs et même de paralysie. Un accent particulier a également été mis sur les éléments pouvant causer des fuites de monoxyde de carbone. Il s'agit, entre autres, de défauts de fabrication des appareils de chauffage, de l'absence de conduit d'évacuation et d'espace réduit.

Concernant la statistique, il convient de relever que depuis le 1er janvier 2022 à la fin de novembre de la même année, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Tizi Ouzou ont effectué 9 interventions, secouru 18 personnes et enregistré, hélas, 3 décès. Depuis 2013 à ce jour, le nombre d'interventions est de 87, les personnes secourues 183 et les décès enregistrés sont au nombre de 20. Il convient de préciser que ces données concernent uniquement les accidents ayant trait au monoxyde de carbone. Concernant le premier point cité, c'est-à-dire la célébration de la Journée des personnes aux besoins spécifiques, les données fournies par la DAS (direction de l'action sociale) révèlent que la wilaya de Tizi Ouzou compte 30 590 personnes aux besoins spécifiques (handicapés physiques et mentaux), soit 2,24 % de la population globale. Les handicapés moteurs sont au nombre de 14 968, soit un taux de 41,93 %, les handicapés mentaux sont au nombre de 10 850, soit un taux de 35,4 %, les handicapés visuels sont au nombre de 2 673, soit un taux de 8,44 %, les handicapés auditifs sont au nombre de 1 991, soit un taux de 6,51 %, et les polyhandicapés sont au nombre de 108, soit un taux de 0,35 %.

S'agissant de leur prise en charge, il faut retenir que 10 119 personnes perçoivent une pension mensuelle de 10 000 DA. Dans le cadre de leur insertion dans la vie professionnelle, et selon la formule AFS 1, ils sont 1 815 à percevoir un salaire de 10 000 DA. Dans le cadre de la formule AFS 2, ils sont 4 230 handicapés à percevoir un salaire de 3 000 DA, soit un total de 6 085 personnes à avoir une activité. Par ailleurs, et toujours dans le cadre de l'insertion de la personne handicapée dans le milieu du travail, selon la règle dite 01 %, les personnes inscrites à ce registre précis sont au nombre de 124 et ils sont 75 à avoir bénéficié d'un recrutement.

Concernant les enfants, ils sont 267 à suivre leurs études et sont répartis dans 35 classes. La wilaya de Tizi Ouzou compte 8 centres psychopédagogiques. Trois centres sont sous la tutelle de l'Etat et les cinq autres sont gérés par des associations de bienfaisance. Il convient enfin de noter qu'à l'occasion de la Journée internationale des personnes aux besoins spécifiques, les autorités ont procédé à la remise de 22 fauteuils roulants, dont deux électriques, 4 matelas anti escarres et 10 cannes aux personnes concernées. La cérémonie s'est déroulée dans la grande salle des spectacles de l'institution baptisée au nom de Mouloud-Mammeri.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

Page 03_Mise en page 1 04/12/2022 15:52 Page 1

CHANEGRIHA LORS D'UN COLLOQUE SUR L'EXTRÉMISME :

«L'Algérie a mis en échec des stratégies sournoises»

Ce colloque de deux jours est organisé par l'Institut des Hautes études de sécurité nationale sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale.

Le Général d'Armée Chanegriha a prononcé une allocution dans laquelle il a affirmé que «l'extrémisme est un phénomène dont les origines remontent très loin dans l'histoire. Evolutif et complexe, ce dernier prend plusieurs formes d'expression, fondées sur des idéologies variables, dans le temps et l'espace, mais qui ont en commun la fausse croyance de détenir la vérité, l'intolérance, la haine et la violence qui évolue, parfois, jusqu'au terrorisme». «Le phénomène de l'extrémisme ne peut être attribué à une religion, une société ou une idéologie quelconque. De même, la mauvaise mise en œuvre d'idées et de convictions peut évoluer vers des processus qui menacent l'identité, la pensée et même la stabilité des Etats», a-t-il ajouté. Le Général d'Armée a, également, abordé l'expérience algérienne dans le traitement de l'extrémisme à travers la lutte contre le phénomène du terrorisme. Une lutte, a-t-il ajouté, «qui a permis de mettre en échec les stratégies sournoises, qui visaient, aux travers de ce fléau intrus à la société algérienne, l'existence même de l'Etat».



Il a fait mention, dans le même contexte, «de la contribution de la diplomatie algérienne dans la sensibilisation de la communauté internationale quant à la nature criminelle du terrorisme», rappelant que «l'Algérie a souffert, pendant toute une décennie, des affres de ce phénomène intrus, qui a menacé les fondements de l'Etat, le régime républicain en place, la cohésion identitaire de la société, et saboté l'économie nationale». «Avec l'aide d'Allah Le-Très-Haut, puis des citoyens qui ont rejeté les agendas extrémistes et défendu leur pays et son régime républicain, l'Algérie a réussi à mettre en échec les stratégies sournoises qui, au moyen du terrorisme, ciblaient l'existence même de l'Etat», a-t-il fait valoir. «En effet, l'Algérie a vaincu le terrorisme seule, grâce à la mobilisation de ses citoyens, de son Armée nationale populaire et de ses institutions, ce qui lui a permis d'acquérir une expérience avérée dans la lutte et la prévention contre ce phénomène, aussi bien sur le plan opérationnel que sur celui du développement d'une approche nationale homogène et multidimensionnelle», a-t-il soutenu.

Le Général d'Armée a indiqué que «la diplomatie algérienne a contribué à la sensibilisation de la communauté internationale quant à la nature criminelle du terrorisme, à travers un nombre d'accords et d'initiatives entreprises à l'échelle régionale et internationale, ainsi que les résolutions onusiennes, plaidant pour la mutualisation des efforts dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et le tarissement de ses sources de financement. Le but de ces initiatives étant d'endiguer la menace terroriste et sa prolifération».

Mohamed K.

FORUM POUR LE DIALOGUE EN MÉDITERRANÉE

Lamamra rappelle les principes de la diplomatie algérienne

LE RÔLE central de l'Algérie dans la région méditerranéenne a été souligné par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, lors des travaux de la 8e édition du Forum de haut niveau pour le dialogue en Méditerranée (ROME-MED) qu'a abrité la capitale italienne, Rome. L'occasion a aussi été pour le représentant de l'Algérie de réitérer la position de l'Algérie dans les conflits que connaît actuellement le monde.

Ramtane Lamamra a affirmé, avant-hier à Rome, que «l'Algérie joue un rôle central, un rôle de puissance médiane qui travaille au développement de la région méditerranéenne et travaille également à faire en sorte que cette Méditerranée, qui est un carrefour de civilisations, un carrefour de valeurs partagées et un carrefour de principes, soit véritablement l'un des pôles de la construction et de la reconstruction du monde de demain». Il a exprimé le souhait de voir «cette Méditerranée, qui est notre mère commune avec ses principes et ses idéaux, nous amener ensemble à jouer un rôle pour la réorganisation du monde de demain».

La position de l'Algérie dans le traitement des conflits internationaux a été réitérée par le diplomate, lequel a rappelé l'un des principes fondamentaux de la diplomatie algérienne, à savoir la non-ingérence dans les affaires internes des pays. Ainsi, M. Lamamra, qui conduit une importante délégation, a affirmé que l'Algérie travaille «à faire en sorte qu'il y ait des solutions africaines aux problèmes de l'Afrique et des solutions arabes aux problèmes du monde arabe», au moment où, a-t-il souligné, «le monde a atteint un certain niveau de développement et d'interconnexion, ce qui a produit une mondialisation imparfaite et incomplète». «Ce monde-là indiquait la voie à suivre, celle du plein épanouissement des principes et buts de la Charte des Nations unies, qui demandent à être appliqués partout, y compris lorsque nous parlons du phénomène de l'annexion d'un territoire par la force, qui est dans l'actualité, en veillant à ce que ce principe cardinal des Nations unies s'applique partout à travers le monde, notamment au Moyen-Orient et en Afrique». Un principe qui devrait être appliqué partout dans le monde, car dans le cas contraire, la crédibilité de ce principe est remise en cause. «Si l'on n'arrive pas à appliquer un tel principe cardinal à des situations qui perdurent depuis des dizaines d'années se pose alors le problème de la crédibilité de la revendication de ce principe pour les zones du monde où il se pose avec acuité, accompagné notamment d'un conflit armé particulièrement dévastateur». Sans le citer, le ministre des Affaires étrangères fait référence au conflit qui oppose la Russie et l'Ukraine, laquelle est soutenue, militairement et financièrement, par la majorité des pays occidentaux. Il a ainsi fait le parallèle entre ce qui se passe en Ukraine et la situation du Sahara occidental et celle de la Palestine.

Des situations similaires qui n'ont pas connu le même traitement et n'ont pas suscité les mêmes réactions de la part des pays occidentaux. La solution est donc d'appliquer les principes de la Charte des Nations unies, selon le ministre des Affaires étrangères, lequel n'a pas exprimé la position de l'Algérie dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine, réitérant ainsi l'un des principes de la diplomatie algérienne, à savoir le non-alignement.

Lilia Ait Akli

SUR INVITATION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

Le Roi Abdallah II de Jordanie entame une visite d'Etat en Algérie

LE ROI Abdallah II de Jordanie a entamé hier une visite d'Etat de deux jours en Algérie sur invitation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Sur invitation de son frère, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sa majesté le roi Abdallah II bin Hussein, souverain du Royaume hachémite de Jordanie, pays frère, entame une visite d'Etat de deux jours en Algérie à compter de samedi 3 décembre 2022", lit-on dans le communiqué.

Cette visite intervient dans le cadre d'une tournée du souverain hachémite qui le conduira également en Egypte et en Italie, avait annoncé auparavant la Cour royale jordanienne dans un communiqué. "Sa Majesté le Roi rencontrera le président Abdel Fattah al-Sissi", a indiqué un communiqué du palais royal. A Rome, le roi de Jordanie s'entretiendra avec le président italien Sergio Mattarella et la Première ministre italienne Giorgia Meloni, selon la même source.

S. N.

46e EUCOCO

La RASD réitère le droit des Sahraouis à la lutte armée

LE PREMIER ministre de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Bouchraya Hammoudi Bayoun, a réitéré à Berlin le droit du peuple sahraoui à la poursuite de la lutte armée, seul moyen pour mettre fin à l'occupation marocaine. S'exprimant à l'ouverture de la 46e Conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), le Premier ministre sahraoui a souligné que «la situation actuelle au Sahara occidental et la position de certains pays influents ne mèneront qu'à davantage de tensions dans la région», dénonçant «les manœuvres répétées du Maroc et de ses alliés en vue de mettre en échec toute solution de nature à aboutir à la mise en œuvre de la légalité internationale». «Tous les efforts de la communauté internationale tendant à trouver une solution pacifique et juste sont restés lettre morte», a-t-il affirmé, relevant que l'attitude de certains pays «était à l'origine du non-respect du droit international». Concernant le rôle de l'Espagne, puissance administrante du territoire du point de vue juridique, M. Bouchraya Hammoudi Bayoun a indiqué que ce pays «n'a ménagé aucun effort pour soutenir l'occupation marocaine illégale du Sahara occidental, en ignorant les déclarations des députés du Parlement espagnol et les vastes campagnes de solidarité avec le peuple sahraoui, et en faisant fi du droit international».

«L'attachement du peuple sahraoui à la paix ne l'empêchera pas de recourir à tous les moyens légaux pour recouvrer sa souveraineté nationale», a soutenu le PM sahraoui. Par ailleurs, le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Saïd Ayachi, a dénoncé une nouvelle fois le silence de la communauté internationale face à la poursuite de la répression et des violations marocaines des droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés. «Depuis 47 ans maintenant, le Maroc occupe illégalement le territoire du Sahara occidental, et depuis 47 ans le Maroc réprime les Sahraouis chez eux», a déploré Saïd Ayachi dans son allocution. «Le Maroc arrête, emprisonne et torture les Sahraouis chez eux. Le Maroc pille les richesses sahraouies. Tout cela sous le regard et le silence de la communauté internationale, sans aucun rappel à l'ordre, sans aucune condamnation, sans aucune sanction de l'occupant marocain», a-t-il encore dénoncé. Et d'enchaîner dans le même contexte: «Les Nations unies ont demandé au Front Polisario d'arrêter le combat militaire qu'il remportait indiscutablement sur le terrain. Les Sahraouis ont accepté de le faire contre l'engagement des Nations unies d'organiser un referendum d'autodétermination, auquel les Sahraouis ont, de toute façon, droit au regard du droit international et de la Charte des Nations unies en matière de décolonisation». M. Ayachi a appelé à cette occasion l'ONU à remplir «sans délai, les engagements qu'elle a pris avec les Sahraouis en septembre 1991. Les travaux de la 46e Conférence de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO), se sont ouverts vendredi à Berlin, sous le slogan: «L'autodétermination. Pour l'indépendance du Sahara occidental». L'EUCOCO, rappelle-t-on, est un réseau international qui comprend des personnalités et des organisations de différents Etats de par le monde, et tend à exprimer la solidarité avec le peuple sahraoui et à lui apporter le soutien nécessaire en vue de lui permettre d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

S.O. Brahim

Page 04_Mise en page 1 04/12/2022 15:53 Page 1

PRODUCTEURS ET IMPORTATEURS TENUS D'Y ADHÉRER

Le code-barres obligatoire à partir du 29 mars 2023

L'OBTENTION d'un code-barres par les opérateurs économiques, qui était depuis plusieurs années facultatif, sera désormais obligatoire, et ce à partir du 29 mars 2023. C'est ce qu'a affirmé hier le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. Le ministre, qui s'exprimait en marge d'une rencontre sur le code-barres sur les produits de large consommation, a annoncé l'entrée en vigueur de l'exigence du code-barres sur les produits destinés à la consommation, et ce à partir du 29 mars 2023. Il a indiqué que cette démarche est très importante dans le domaine commercial, expliquant qu'elle protège le consommateur et le produit de la contrefaçon. De ce fait, il sera interdit, selon M. Rezig, d'introduire sur le marché national tout produit local ou importé sans code-barres après la date du 29 mars, indiquant que les produits importés doivent porter le code-barres de leur pays. Le ministre du Commerce a souligné l'importance de cet outil pour accéder aux marchés mondiaux et faciliter le processus d'exportation des produits, et ce en évitant l'imitation. Dans le même contexte, M. Rezig a indiqué que plus de 500 000 produits algériens portent un code-barres qui permet de suivre leur traçabilité, allant de la production jusqu'à la commercialisation, et ils portent le codage 613 qui représente l'Algérie. Il a précisé que ces produits sont fabriqués par plus de 11 000 sociétés nationales, publiques et privées. Ces derniers ont pris l'initiative d'adhérer volontairement à cette démarche, a expliqué le ministre. Par ailleurs, le premier responsable du secteur du commerce a expliqué que dans les pays européens, il est impossible d'exporter un produit destiné à la consommation humaine à l'étranger sans que ce dernier ne soit codifié. Quant à l'Afrique, ce sont 25 pays qui imposent actuellement le code-barres, mais avant la fin 2023, tous les pays africains devraient le rendre obligatoire. Le code-barres, faut-il le souligner, permettra aux autorités publiques, particulièrement le ministère de Commerce, de renforcer la sécurité des produits, de protéger le consommateur et de garantir un traçage des produits emballés dans le marché et ceux destinés à la consommation locale et à l'exportation. La codification permettra de faciliter l'opération de contrôle des produits non conformes et contrefaits qui constituent un danger pour la santé et la sécurité du consommateur, et facilitera également la lutte contre la fraude et les tentatives d'utilisation de faux étiquetages (faux code-barres) ainsi que le phénomène de surfacturation. Le code-barres emballeur contribue à la promotion du e-commerce et à la numérisation du fichier national des produits. Il convient de rappeler que le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations avait annoncé l'entrée en vigueur de l'exigence du code-barres sur les produits destinés à la consommation humaine depuis le 2 janvier 2022. L'arrêté interministériel n° 23 du 28 mars 2021 fixant les conditions et les modalités applicables à l'apposition du code-barres sur les produits destinés à la consommation humaine s'applique aux denrées alimentaires et aux produits non alimentaires préemballés, fabriqués localement ou importés, et destinés à la consommation humaine.

Lynda Louifi

ELLE NAÎTRA DE LA TRANSFORMATION DE LA CNL

La Banque de l'habitat bientôt opérationnelle

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, et le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, ont supervisé hier, à la Caisse nationale du logement (CNL), la tenue de l'assemblée générale extraordinaire pour l'adoption définitive des statuts qui consacrent sa transformation en Banque.



Cette assemblée a été tenue suite à la décision prise par le Conseil de la monnaie et du crédit, au cours de sa réunion du 2 novembre dernier, par laquelle il a autorisé la constitution de la Banque nationale de l'habitat (BNH). La convocation de cette assemblée vise à modifier la loi organique de la Caisse nationale du logement, un établissement public économique, en y incluant diverses opérations bancaires, notamment la réception de fonds du public, les opérations de crédit, la mise à disposition des moyens de paiement de la clientèle et leur gestion, selon ce qui est stipulé dans l'article 66 de la loi monétaire et de prêt, dans son activité, et en convertissant son nom en Banque nationale de l'habitat. Cette étape est nécessaire afin de déposer le dossier de crédit auprès de la Banque centrale.

Le ministre de l'Habitat avait, auparavant, annoncé la création de la banque de l'habitat, qui se veut une institution financière qui facilitera au secteur de l'habitat le financement des programmes de logement, toutes formules confondues, sociale et autres, et optimisera la cadence de la réalisation et du lancement des projets. La création de la Banque de l'habitat figure, a rappelé Mohamed Tarek Belaribi, parmi les 54 engagements du programme électoral du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Il faut dire que le changement des statuts et des missions de la CNL pour en faire un établissement financier a pour but de pouvoir contribuer au financement du logement avec d'autres ressources que celles du budget de l'Etat, avait affirmé son directeur général,Ahmed Belayat.

Il convient de souligner qu'une fois créé, le conseil d'administration de la BNH se réunira pour adopter le plan d'action, portant notamment sur la mise en place de l'organisation, des procédures de gestion et du système d'information ainsi que l'aménagement en agences bancaires des structures de l'ex-CNL.

Pour rappel, la CNL a été transformée en une entreprise publique économique (EPE), en vertu d'un décret exécutif publié au Journal officiel n°70.

Lynda Louifi

RÉUNION RÉGIONALE DU PROJET SOLIFEM

Les recommandations des participants

ABRITÉE par l'Algérie la semaine passée, la première réunion régionale du projet SOLIFEM, qui soutient la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle à travers le dialogue social tripartite était un succès et s'est soldée par un ensemble de recommandations. Les délégations des pays participants qui ont réaffirmé l'importance du projet, soulignant leur engagement en faveur de la réalisation de ses priorités, à savoir le soutien à la transition vers l'économie formelle, l'amélioration de l'employabilité à travers le dialogue social et le renforcement des systèmes de développement des compétences. Affirmant que la problématique de l'économie informelle nécessite l'adoption de politiques et de mesures concertées, intégrées et adaptées au contexte national, les participants ont à l'unanimité souligné la nécessité d'instaurer le dialogue social, sectoriel, local et national. La nécessité d'adapter les politiques et stratégies relatives au monde du travail aux besoins des petites entreprises a été aussi préconisées par les participants, lesquels ont fait savoir que ces politiques devraient créer un environnement propice à la transition des unités économiques informelles vers l'économie formelle. Cela en offrant des incitations et des facilités, par la mise en place des mécanismes pour appliquer la législation du travail, garantir les droits, sécuriser l'environnement de travail et veiller à ce que tous les travailleurs, notamment les indépendants, bénéficient de la protection sociale et sanitaire.

Les participants n'ont pas manqué d'évoquer les différentes crises qu'à traverser le monde et leur impact sur les économies des pays, dont les entreprises et les travailleurs ont basculé vers l'économie informelle pour s'assurer de la prévention des moyens de subsistance décents. Cette situation devrait être prise en considération, selon les participants, lesquels ont aussi souligné la nécessité de renforcer et de développer les services d'inspection. Il a été par ailleurs recommandé de créer un environnement propice permettant aux employeurs et aux travailleurs d'exercer leur droit de s'organiser, de négocier collectivement et de participer au dialogue social lors de la transition vers l'économie formelle. Les aspirations et besoins des jeunes et les femmes devront être particulièrement pris en considération de façon à favoriser leur inclusion. Rappelons que lors de l'ouverture de cette première réunion régionale du projet SOLIFEM, la problématique du phénomène de l'économie informelle a été soulignée par le ministre du Travail, lequel a surtout évoqué son impact sur l'économie nationale, d'autant qu'elle ne concerne pas uniquement l'entreprise et les travailleurs, mais elle est un phénomène social et économique compliqué. Ce phénomène, faut-il le signaler, touche plusieurs économies du monde avec son lot de travailleurs qui y travaillent. Selon l'Organisation internationale du travail, 42 à 67% des travailleurs dans les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient gagnent leur vie dans l'économie informelle.

Lilia Aït Akli

Page 05_Mise en page 1 04/12/2022 15:53 Page 1

ASSISES RÉGIONALES DE LA FILIÈRE «TEXTILE ET CUIR» À MÉDÉA

CRÉATION D'UN CLUSTER CUIR

La salle de conférences Arslan de l'université Yahia-Farès de Médéa a abrité, jeudi dernier, les 2es assises régionales dédiées à la filière du cuir, organisées sous la houlette de la commission nationale stratégique des industries du textile et du cuir, en présence des autorités locales, des opérateurs économiques venus de plusieurs régions et des représentants des administrations de l'industrie et de l'énergie, du commerce et de la promotion des exportations, de l'environnement, de la douane, des chambres de commerce et d'industrie, du tourisme et de l'artisanat, de l'agriculture...



Tenues sous le patronage du ministre de l'Industrie et la supervision du wali de Médéa, sous le slogan « Réalité et perspectives de développement des industries de transformation du cuir» , les 2es assises régionales ont pour objectif d'offrir un cadre pour «examiner les moyens de développer les industries du textile et du cuir au niveau local, en proposant des solutions pratiques aux différents problèmes auxquels est confronté ce segment industriel stratégique, qui attire la main-d'œuvre et contribue à la création de richesse».

L'organisation des assises régionales de la filière du cuir à Médéa est dictée par des facteurs liés à l'existence d'un important réseau de fabriques de chaussures, l'ouverture d'un marché hebdomadaire de gros de la chaussure et la position géographique attractive de la wilaya, a indiqué Messaoud Boularès, SG de la wilaya de Médéa.

Dans son intervention, le même responsable a donné quelques chiffres sur la situation de la filière qui, a-t-il indiqué, compte plus de 2 000 unités spécialisées dans la fabrication de produits à base de cuir et plus de 100 artisans activant officiellement dans le secteur du cuir, organisés sous forme de petites et moyennes entreprises, en sus des artisans inscrits auprès de la chambre d'artisanat traditionnel fabriquant des produits de qualité proposés à des prix compétitifs qui attirent une clientèle de tous les coins du pays et même de pays étrangers tels que la Russie et la Turquie.

Pour sa part, le directeur général du développement industriel au ministère de l'Industrie, Salem Ahmed Zaid, a déclaré, en marge des travaux des assises, que « l'objectif est d'organiser les opérateurs économiques activant dans cette filière dans un cluster dédié à l'industrie du cuir, et ce afin de leur permettre de transmettre leurs préoccupations aux autorités locales et nationales car le ministère de l'Industrie compte s'appuyer sur les clusters pour connaître les problèmes et les obstacles rencontrés par les différentes filières et trouver les solutions idoines pour les résoudre, en collaboration avec les autres secteurs et les autres administrations».

Dans son intervention, Lakhdar Ghoraba, directeur des études auprès du secrétaire général du ministère de l'Industrie, président de la commission nationale de la filière textile et cuir, a expliqué le rôle des clusters dans le renforcement de la chaîne de valeur en matière de production, de sous-traitance, de distribution, de commercialisation, etc. L'objectif est de « réduire les importations anarchiques et l'économie informelle» des produits relevant de la filière, et d'encourager l'exportation de ces produits vers les marchés extérieurs.

Les clusters ont aussi pour vocation d'être des passerelles et des espaces intermédiaires pour le développement de l'innovation et de la recherche, et pour ce faire, il est attendu d'assurer les conditions nécessaires pour le renforcement de la coopération entre les acteurs et le travail collectif dans la recherche de l'innovation, selon le directeur de la veille stratégique au ministère de l'Industrie, Mokdad Agoune.

Le président de la chambre de commerce et d'industrie du Titteri, Mohamed Benrekia, a donné des statistiques, montrant l'importance du réseau de fabriques de chaussures et du nombre d'artisans recensés à travers la wilaya, déplorant en même temps l'inexistence de zones d'activités pour recevoir les investissements dans la filière et dénonçant l'anarchie qui caractérise le marché de la chaussure et du cuir.

Les débats qui ont suivi les exposés ont failli se transformer en tribunes pour certains intervenants, qui ont saisi l'occasion pour s'en prendre à certaines administrations qu'ils désignent pour responsables de la non-performance de l'industrie de la chaussure et du cuir. Mais la situation est vite rentrée dans l'ordre pour se focaliser sur l'enrichissement du projet de création d'un cluster dédié à la filière.

Intervenant dans cet ordre d'idées, un producteur de la wilaya de M'sila a fait part de certaines contraintes en amont de l'activité de transformation du cuir, citant les difficultés liées à la collecte des peaux, l'abattage clandestin, la non-conformité des tueries qui cause des pertes de matière premières (peaux trouées, laine…).

Un fabricant de chaussures de Médéa a évoqué les risques sur la santé provoqués par l'importation anarchique de produits (chaussures) ne répondant pas aux conditions techniques exigées, et qui sont source de problèmes et de maladies, faute de laboratoires de contrôle de ces produits avant leur admission sur le territoire national.

De Médéa, Nabil B.

CAMPAGNE OLÉICOLE À BÉJAÏA

Une cueillette modeste

LA CUEILLETTE d'olives est très timide cette année cette année de l'avis de beaucoup d'oléiculteurs, de propriétaires d'oliveraies et d'agriculteurs. Une baisse de production d'olives et d'huile est prévisible selon eux vu le manque du fruit surtout dans la vallée de la Soummam ou le gros de la cueillette est, généralement, observée. Les prévisions, récemment, annoncées par la direction des services agricoles de la wilaya de Béjaïa confirment que la campagne oléicole de cette année sera moyenne. Les prévisions de production d'huile d'olive cette année seront de 13,7 millions de litres ce qui est loin de la récolte enregistrée l'an dernier qui était un peu plus de 16 millions de litres.

Ce recul de la production est expliqué par la présence de plusieurs facteurs dont la sécheresse qui a affecté la région avec un manque de pluviométrie qui n'a jamais été très sérieux que cette année, la destruction de plusieurs centaines d'anciens oliviers par les feux de forêts qui ont affecté plus de 37 communes de la wilaya les deux dernières années et la hausse des températures dues au changement climatique.

Ajouter à ces facteurs, l'apparition de certaines maladies, la conduite en grande partie en régime pluvial de la productivité des plantations oléicoles, l'absence de nouvelles techniques de ramassage d'olives et la durée trop longue de conservation des olives avant leur trituration ce qui influe sur le rendement et la qualité d'huile.

Cette production prévisionnelle est «appréciable», estime-t-on, car le rendement obtenu est au-dessus de la moyenne : il est de 19 litres par quintal ces derniers jours et 18 litres par quintal au début de la cueillette.

Une moyenne de 14 quintaux sont produits par hectares. La campagne qui a commencé vers la fin du mois octobre et qui est toujours timide en ce début du mis de décembre à cause du manque du fruit.

Certains agriculteurs de la vallée de la Soummam attendent que le fruit murisse un peu plus afin d'obtenir un bon rendement et, par conséquent, une huile de bonne qualité ceci non sans se plaindre du manque du fruit. Certains oléiculteurs et agriculteurs se sont plaints, ces derniers jours, de l'acidité de la première production d'huile.

S'agissant des prévisions en fruit pour l'actuelle cueillette d'olives elles sont de 745.000 quintaux alors qu'en temps normal cette quantité est multipliée par deux voire plus. A noter que depuis le début de la cueillette d'olives, sur une superficie de 1.943 hectares, une récolte 23.230 quintaux d'olives a été collectée, dont 15.220 passés à la trituration. Cette récolte a, provisoirement, généré 2.992,90 hectolitres d'huile pour un rendement moyen 19 litres par quintal.

Il faut noter que la wilaya de Béjaïa reste le bassin le plus important du pays en oliviers et en production d'huile. Elle dispose d'une superficie totale de 57 172 ha dont 51 696 ha en rapport et alors que la différence sont de jeunes oliviers, soit 4,5 à 5 millions d'arbres et l'essentiel de la production oléicole est fournie par la vallée de la Soummam soit par les communes situées entre Sidi-Aïch et Tazmalt. De nombreuses variétés d'olives sont produites à Béjaïa dont Chemlal, Tabelout, Azerradj, Aimel, Aharoune, Limli, Bouchouk, Taksrit, etc. En temps normal, la production d'huile d'olive atteint les 20 à 22 millions de litres voire plus. Il faut noter que la wilaya de Béjaïa compte 419 huileries dont 196 traditionnelles, 131 semi-automatiques et 92 huileries automatiques. Noureddine Bensalem.

Il faut noter que le manque de production du fruit observé ces dernières années a incité beaucoup d'oléifacteurs de fermer leurs huileries ou de réduire le temps de travail et leurs employés. L'Association pour le développement de l'oléiculture et des industries oléicoles avait alerté, par courrier, les pouvoirs publics sur les problèmes majeures que vit la filière dont l' «écoulement ou a commercialisation de la production oléicole auxquels sont confrontés les agriculteurs dans l'exercice de leur activité et les concitoyens dans la recherche d'une alimentation de qualité, saine et équilibrée».

Dans la lettre adressée aux hautes autorités du pays, l'Association dit «assister simultanément à des mesures contradictoires et discriminatoires à l'égard des oléiculteurs et organisations professionnelles de la filière», expliquant que «cette filière agricole qui revêt un caractère important et identitaire, créatrice d'emplois, respectueuse de l'environnement et des ressources en eau, se trouve en situation de concurrence déloyale face à l'agriculture industrielle dont les coûts à l'importation ne font que croître».

Pour les rédacteurs du courrier, «cette situation est devenue aussi intolérable, avec d'un côté une rente de situation très élevée, pour certains, et de l'autre des agriculteurs modestes contraints de quitter leur terre pour aller parfois, grossir la liste des chômeurs».

Hocine Cherfa

Démonopolisation et partenariat Public- Privé: deux processus complémentaires, pour une adaptation aux nouvelles mutations mondiales et réaliser une transition maitrisée de l'économie de marché à finalité sociale

Abderrahmane MEBTOUL Professeur des universités, expert international, président du Conseil National des Privatisations (1996/1999 directeur d'études ministère industrie /Energie 1974/1979-1990/1995-2000/2007-2013/2015 -)



Le contrat de partenariat diffère de la concession dans la mesure où le cocontractant est uniquement chargé de l'exploitation et non de la gestion des ouvrages étant fondé sur une répartition optimale des risques: le risque de trafic incombe à la personne publique, le cocontractant prenant en charge le risque de construction et de performance. La Banque mondiale soutient l'émergence d'un modèle basé, entre autres, sur l'adoption de Partenariat Public Privé (PPP). Mais afin d'éviter les dépassements, de s'assurer que le partenaire privé livre et à exploiter les actifs du projet dans les délais, cela suppose la maîtrise des coûts et la bonne gouvernance. Cette réduction du coût des risques constitue le principal moyen d'optimiser le rapport coûts-résultats du secteur public et, dans le cadre de PPP réussis, elle compense généralement toute augmentation de coût résultant d'un financement par emprunts privés et non par emprunts publics. En d'autres termes, le secteur public doit être en mesure de s'assurer que le prix qu'il paie au partenaire privé au titre des investissements et des risques liés au projet, correspond à un bon usage de l'argent des contribuables. Cela renvoie aux dispositions légales et réglementaires qui doivent être prises pour permettre un développement de ces opérations, dans le respect des spécificités des marchés publics régissant le PPP.

4. L'expérience algérienne mitigée s'explique par différents facteurs surtout sur le plan politique, l'absence de visons stratégiques, avec la neutralisation des rapports de forces, du fait d'un non consensus social avec des divergences profondes entre les conservateurs rentiers et les réformateurs. Cela explique les chevauchements entre différents acteurs qui se télescopent alors que s'impose une coordination sans faille pour ce processus éminemment politique et pas seulement économique car déplaçant des intérêts, les gagnants de demain n'étant pas forcément ceux d'aujourd'hui . La bureaucratie étouffante, principal obstacle, la dévaluation régulière du dinar alors que la stabilité du régime des changes est un critère fondamental pour les investisseurs afin d'éviter les fameux conflits des pertes de changes, le changement perpétuel du cadre juridique, la non délimitation du patrimoine, l'absence de titres de propriétés clairs, du fait de l'absence d'un cadastre actualisé, condition capitale pour attirer tant l'investissement national qu'international. Les filialisations se sont opérées d'une manière administrative, privilégiant l'offre inadaptée au nouveau contexte mondial, avec des comptabilités défectueuses (la plupart des entreprises n'ayant pas de comptabilités analytiques), et des créances importantes au niveau des organismes bancaires. L'avancée des réformes dont la privatisation totale et partielle , la démonopolisation et le partenariat public/privé répond à de nombreux objectifs qui ne sont pas tous compatibles et qu'il convient de hiérarchiser dans la formulation d'un programme quantifié. Les objectifs peuvent varier et être adaptés en fonction de l'activité ou de l'entreprise où je recense plusieurs axes fondamentaux: parvenir à une grande efficience de l'économie; substituer des critères de gestion économiques à des critères politiques; éliminer les rigidités administratives; alléger les contraintes budgétaires: à moyen terme, elles peuvent permettre de réduire le poids de la dette publique et la contrainte de solvabilité de l'Etat si les recettes de privatisation sont affectées au désendettement et/ou aux dépenses d'investissement ; contribuer à la compétitivité et à la modernisation des places financières. Les privatisations, qu'elles soient totales ou partielles, menées dans une totale transparence, présentent l'avantage de renforcer la capitalisation boursière d'une place, d'augmenter considérablement le nombre des transactions et d'améliorer la liquidité du marché et, partant, la capacité d'attraction de l'épargne étrangère; favoriser la transparence des opérations et lutter contre les pratiques contraires à la déontologie; lutter contre les rigidités syndicales; développer l'actionnariat populaire et la participation des salariés au capital de leur entreprise, promouvoir des équipes de managers et développer une classe moyenne porteuse de dynamisme social.

4.-Pour éviter toutes mauvaises interprétations, il ne s'agit pas d'être contre les entreprises publiques qui peuvent être performantes mais qui ont besoin d'une réelle autonomie dans la décision, loin des interférences politiques et d'une bureaucratie paralysante . L'objectif stratégique est de relancer sur la base d'un programme clair évitant la dilapidation des deniers publics la démonopolisation reposant sur le secteur privé productif et non prédateur et le partenariat public /privé. On ne peut continuer à perfuser ds entreprises publiques moribondes sans conduire le pays au suicide collectif . En 16 ans entre 2003-2019, (source officielles de l'APS) les aides directes des pouvoirs publics (annulation des créances, rachat de dettes ou gel de découvert) se sont élevées à 1 900 milliards de dinars (13,5 milliards de dollars). Pendant la même période, les entreprises publiques ont bénéficié de prêts bancaires cumulés s'élevant à près de 1 400 milliards de dinars. Au total, ce sont 3 300 milliards de dinars, soit 23 milliards de dollars qui ont été mobilisés pour maintenir sous perfusion un secteur qui ne démarre pas. En janvier 2021, le ministre de la Prospective qui relevait du premier ministère , avait révélé un chiffre effarant : 250 milliards de dollars ont été alloués en 25 ans au secteur public marchand algérien dont 80% sont revenues la case de départ montant que ce n'est pas une question de capital – argent mais la fois d'une incohérence dans la politique économique globale et au niveau méso- et micro économique faute de management stratégique l'instar des secteurs des transports comme relevé lors du dernier conseil des ministres. Le dernier rapport de la Cour des comptes diffusé en novembre 2022 montre clairement que certaines entreprises publiques en Algérie ne constituent pas un frein au développement économique parce qu'elles représentent seulement un gouffre sans fin pour les finances publiques mais elles constituent aussi un obstacle de taille au développement des entreprises privées, où souvent les administrations publiques préfèrent octroyer de juteux marchés aux entreprises publiques, même si ces dernières ne sont pas performantes où en ce mois de décembre 2022 avec les dérivées 98% des recettes en devises proviennent toujours des hydrocarbures, les dérivés en 2021 présentant plus de 70% en valeur des exportations hors hydrocarbures, le Ministère du commerce ne devant plus donner un montant global mais éclater la structure par produits pour une appréciation objective . (voir le rapport de la banque africaine de développement de novembre 2022 sur la désindustrialisation de l'Algérie qui a été classée 11ème au niveau du continent loin de ses importantes potentialités).

En conclusion, s'impose une vision stratégique, évitant tout monopole, qu'il soit public ou privé, source de gaspillage des ressources financières et d'inefficience économique Évitons toute démagogie, n'existant pas d'économie de marché spécifique mais des contextes sociaux spécifiques où, chaque pays en fonction de ses réalités et des contraintes, se doit de mettre en place les politiques économiques les plus adaptées. Ce qui est stratégique aujourd'hui ne peut pas l'être demain, et doit être appréhendé, non en statique mais en dynamique en fonction des nouvelles mutations tant internes que mondiales. La gestion privée, encadrée par le rôle stratégique de l'Etat régulateur devra être dominante et la Chine l'a bien compris avec des entreprises concurrentielles au niveau mondial. L'égalité n'est pas l'égalité du modèle de l963-2022 mais recouvre la nécessité d'une transformation entre 2022/2025/2030, de l'Etat providence par la formulation d'un nouveau contrat social qui devra concilier les principes de l'efficacité économique et la cohésion sociale. *ademmebtoul@gmail.com*

OUVERTURE DE DISCUSSIONS SUR L'UKRAINE

Le Kremlin rejette les conditions posées par Biden

Dmitri Peskov a souligné que l'exigence du président américain de voir son homologue russe «quitter l'Ukraine» bloquerait toute négociation, tout comme la non-reconnaissance des territoires rattachés à la Russie par référendum.



Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a rejeté le 2 décembre les conditions évoquées la veille par le président américain Joe Biden pour mener d'éventuelles négociations avec son homologue russe Vladimir Poutine au sujet du conflit ukrainien. Interrogé lors d'un point presse, le porte-parole a souligné que Joseph Biden avait posé un préalable en affirmant que «les négociations ne seraient possibles qu'après le retrait de Poutine de l'Ukraine». Une condition «bien évidemment» inacceptable pour le Kremlin, Dmitri Peskov rappelant que «l'opération militaire spéciale se poursuit» pour atteindre les objectifs fixés. De surcroît, «les Etats-Unis ne reconnaissent toujours pas les nouveaux territoires au sein de la Fédération de Russie», a relevé Dmitri Peskov en référence au rattachement à Moscou par référendum, fin septembre, des Républiques populaires de Donetsk et Lougansk et des régions de Kherson et Zaporojié, jugé illégal et illégitime par les Occidentaux. Cette position de Washington «complique de manière significative la recherche d'un terrain [d'entente] pour une possible discussion», a observé le porte-parole. Vladimir Poutine reste «ouvert aux négociations», assure Peskov Pour autant, Dmitri Peskov a réaffirmé que Vladimir Poutine «a toujours été et reste ouvert aux négociations», rappelant les tentatives du président russe d'engager «des négociations sur la base de projets préparés avec les Etats-Unis, l'OTAN et l'OSCE» avant le déclenchement de l'offensive en Ukraine. «Cette initiative n'a pas eu de réponse», a-t-il déploré, estimant que «la meilleure façon d'assurer nos intérêts [passe] par le biais de moyens diplomatiques pacifiques». Joseph Biden s'était dit «prêt» le 1er décembre à parler avec Vladimir Poutine si ce dernier «cherche un moyen de mettre fin à la guerre» en Ukraine, fixant comme première condition un retrait des troupes russes. «Si tel était le cas, alors en consultation avec mes amis français et l'OTAN, je serais heureux de m'asseoir avec Poutine pour voir ce qu'il a en tête. Il ne l'a pas encore fait», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse commune avec le président français Emmanuel Macron, en visite à Washington. Le 1er décembre également, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avait noté que Washington affirmait vouloir discuter des questions de stabilité avec Moscou, tout en expliquant dans le même temps que la Russie devait être battue en Ukraine et en «inondant» Kiev d'armes, ce qui selon lui empêche d'envisager, à ce stade, quelque négociation que ce soit.

R. I.

ENTRE SOUTIENS ÉTRANGERS ET AVAL DES PARTIS TRADITIONNELS

La présidence libanaise dans l'impasse

ALORS que le Liban est sans président depuis le 31 octobre, les partis politiques nationaux n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un candidat, les aspirants à la magistrature suprême devant se plier à certaines exigences locales et régionales. Un mois après le départ de Michel Aoun du palais présidentiel de Baabda, le Liban est toujours dans l'incertitude politique : aucun candidat ne se démarque et les blocages continuent. Ce 2 décembre a lieu la huitième session pour élire un nouveau président de la République. Les sept précédentes s'étaient soldées par l'absence de majorité. Compte tenu des blocages et de l'absentions de certains partis traditionnels, malheureusement pour le Liban les sessions se multiplient et se ressemblent. Selon la constitution libanaise, le président doit obligatoirement être issu de la communauté maronite (chrétien de rite oriental) et n'est élu que par les députés du Parlement. Outre cette vacance du pouvoir, le pays du Cèdre est toujours plongé dans une crise multidimensionnelle. Entre la chute vertigineuse de la livre libanaise, l'inflation galopante, la raréfaction des produits de première nécessité, l'insolvabilité des banques, la crise de confiance envers les élites et la paupérisation de tous les pans de la société, les candidats ont du pain sur la planche. Mais compte tenu du système électoral libanais, le but des aspirants au trône présidentiel n'est pas tant de convaincre le peuple mais plutôt d'avoir les bonnes grâces des partis traditionnels qui détiennent le réservoir des voix. Malgré cette situation périlleuse pour le Liban et en dépit de la perte des prérogatives du président libanais – les deux principales fonctions présidentielles étant la participation à la formation du gouvernement et la convocation et la direction du conseil supérieur de défense – plusieurs candidats se détachent du lot. Des candidats pro-Hezbollah mais critiqués par le peuple Sans être officiellement candidat, Gebran Bassil est le nom qui est sous les projecteurs. Le chef du Courant patriotique libre (CPL) et gendre de Michel Aoun est la personnalité politique la plus clivante au sein de l'échiquier politique libanais. Conspué et détesté par une partie de la rue libanaise pour sa mauvaise gestion du ministère de l'Energie et de l'Eau entre 2009 et 2014, on lui reproche également sa soumission à l'égard de son principal allié politique le Hezbollah. En effet, lors de sa prise de fonction en tant que chef de la diplomatie libanaise entre 2014 et 2019, Gebran Bassil a défendu le mouvement chiite contre vents et marées. Il cristallisait également une grande partie des critiques lors du soulèvement populaire d'octobre 2019. Ses accointances avec le parti pro-iranien lui ont d'ailleurs valu une mise au ban par Paris et Washington. L'Elysée l'avait boudé et la Maison Blanche avait imposé des sanctions financières à son égard. En effet, en raison de supposées affaires de corruption et de son alliance politique, en novembre 2020 le Trésor américain avait gelé tous ses avoirs à l'étrangers, l'avait interdit de se rendre sur le territoire américain et lui interdisait d'effectuer des transactions bancaires via des banques libanaises ou internationales. De surcroît, compte tenu de sa proximité avec le mouvement chiite, les pays du Golfe ne veulent pas entendre parler de lui. Lire aussi L'impasse politique se prolonge au Liban après l'échec des députés à élire un nouveau président Afin de recevoir l'aval de plusieurs capitales, Gebran Bassil joue les émissaires. Après s'être rendu à Doha en début novembre, il était à Paris le 16 novembre pour tenter de récolter l'appui de la France. Il aurait rencontré Bernard Emié, directeur général de la Sécurité extérieure et ancien ambassadeur au Liban, Emmanuel Bonne, conseiller diplomatique du président et également ancien ambassadeur au Liban, et Patrick Durel, conseiller de l'Elysée pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Même si ce n'est pas encore officiel, Gebran Bassil a tout l'air de préparer sa candidature. Il pourra compter sur les voix de son parti le CPL, mais les doutes persistes sur les voix du tandem chiite Amal-Hezbollah. En effet, les deux partis chiites qui disposent d'un réservoir de voix conséquent n'ont pas encore fait leur choix. Plusieurs sources laissent à penser qu'ils seraient tentés par le candidat de Zghorta (ville du nord du Liban) Sleiman Frangié. Chef du parti chrétien de Marada, il ne dispose que d'un seul député mais peut compter sur une solide alliance avec la Syrie, il est lui-même très ami avec Bachar el-Assad. Or, pour une partie de la population un candidat aligné à Damas ravive les souvenirs de la tutelle syrienne sur le Liban. Son grand-père était lui-même un proche d'Hafez el-Assad. Son positionnement, en proximité avec l'axe irano-syrien le rend donc clivant pour la société libanaise. Mais dans un Liban divisé, rare sont les candidats ou les hommes politiques qui plaisent à tout le monde. L'homme de Zghorta est irréconciliable avec le parti chrétiens des Forces libanaises de Samir Geagea qui ont participé au massacre de sa famille à Ehden en 1978, en plein cœur de la guerre civile libanaise. Pour le chef de Marada, ce n'est pas la première fois qu'il se présente aux élections présidentielles. Mais malgré des soutiens régionaux de poids, sa candidature et son passif ne réjouisse pas tout le monde. Une opposition adoubée par l'Occident Le seul véritable candidat à ce jour est Michel Moawad, député de l'opposition qui espère obtenir les 86 voix nécessaires. **R. I.**

«RAISON POLITIQUE»

Orban accuse «les bureaucrates de Bruxelles» de bloquer des fonds pour Budapest

LE DIRIGEANT conservateur hongrois a tancé les autorités bruxelloises, les accusant de bloquer les 7,5 milliards de fonds de cohésion destinés à Budapest. Bruxelles «exige l'ouverture de nos frontières aux migrants», a-t-il notamment déclaré. Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a accusé Bruxelles ce 2 décembre de geler des fonds de soutien destinés à la Hongrie pour «des raisons politiques», notamment la politique migratoire de Budapest et son opposition aux sanctions contre la Russie en réaction au conflit en Ukraine. La Commission européenne avait recommandé le 30 novembre le gel de plus de 13 milliards d'euros de fonds européens destinés à la Hongrie, prenant prétexte de supposés problèmes de corruption identifiés dans le pays. L'exécutif européen accuse par ailleurs Budapest de «chantage», en bloquant le plan d'aide commun de 18 milliards d'euros à l'Ukraine et l'impôt minimum sur les bénéfices des multinationales. Sous la pression du Parlement européen, la Commission a proposé aux Etats membres, qui ont jusqu'au 19 décembre pour se prononcer, de suspendre 7,5 milliards de fonds de cohésion qui devaient être versés à la Hongrie dans le cadre du budget 2021-2027. Bruxelles demande «l'introduction dans nos écoles de leur propagande sexuelle», tempête Orban L'exécutif européen a par ailleurs décidé de valider le plan de relance post-Covid de la Hongrie (5,8 milliards d'euros) mais en l'assortissant de 27 conditions, qui reprennent les 17 mesures de lutte anticorruption, ainsi que des réformes pour améliorer l'indépendance de la justice. Dans une interview accordée à la radio publique, Viktor Orban a accusé, «les bureaucrates de Bruxelles» de différer la mise en place d'un plan de soutien à la Hongrie pour des «raisons politiques évidentes». «Sur quelques sujets fondamentaux, il existe des divergences de vue entre l'UE et la Hongrie... et c'est pour cette raison que [Bruxelles] n'aime pas le gouvernement hongrois», a affirmé Viktor Orban. Bruxelles «exige l'ouverture de nos frontières aux migrants, mais nous le ne ferons pas, l'introduction dans nos écoles de leur propagande sexuelle, mais nous ne le ferons pas», a-t-il affirmé. Bruxelles «exige aussi notre soutien inconditionnel aux sanctions et à la guerre, mais ça non plus, nous ne le ferons pas», a-t-il encore prévenu. «Même si les bureaucrates de Bruxelles sont injustes à l'égard de la Hongrie en posant toujours de nouvelles conditions, nous devons nous efforcer de parvenir à un accord» avec l'UE, a ajouté le dirigeant conservateur.

R. I.

CHANT POPULAIRE ALGÉRIEN

Le Raï, du berceau rural au patrimoine de l'humanité

De son berceau dans l'ouest algérien jusqu'aux plus grandes scènes de spectacle dans le monde, le Raï, chant populaire algérien profondément ancré dans la culture de sa société, fait son entrée dans la prestigieuse liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'Unesco.

L'organisation onusienne consacre ainsi, lors de la 17e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, un art du spectacle porté par une tradition orale et des pratiques sociales qui a évolué de son berceau algérien rural, pour investir les scènes culturelles dans de nombreux pays du monde.
Dans l'argumentaire présenté aux experts et représentants des pays membres, le raï est présenté comme un chant populaire d'Algérie qui "respire et transmet une forte marque d'expression d'identité de la société qui lui a donné naissance et reconnaissance".
Depuis son berceau dans des villes de l'ouest algérien comme Oran, Ain Temouchent, Sidi Bel Abbes et Saida, ce "chant populaire traduit la réalité sociale et chante l'amour, la liberté, le désespoir, la contrainte sociale, sans tabou ni censure", explique l'argumentaire. Le Centre national de recherche en préhistoire, en anthropologie et en histoire (Cnrpah) qui a élaboré le dossier de candidature au classement, rappelle que les maîtres (Chouyoukh) ont, deux siècles durant, chanté des textes de la poésie "melhoun" (poésie en langue arabe vernaculaire) interprétés avec un orchestre traditionnel constitué de "gallal" (tambourin tubulaire) et de "gasba" (flûte). L'argumentaire précise que ce sont les femmes (cheikhat) qui vont donner, au début du XX siècle, une orientation moins soumise aux langages convenus en imposant des codes transgressifs. Le raï, a, par la suite connu une plus grande diffusion géographique en Algérie vers le centre et l'est du pays, essentiellement grâce à l'avènement des supports d'enregistrement qui ont permis une large diffusion, avant de s'imposer au niveau international grâce à la communauté algérienne installée à l'étranger.
Connu dans sa forme actuelle depuis les années 1970, le raï avait introduit à cette période des instruments tels que la guitare électrique, la trompette, l'accordéon, le synthétiseur, qui ont donné différentes nuances au genre, sans en dénaturer "l'esprit".
Le dossier de candidature présente également cette musique comme un "porte-voix de l'espoir contre l'intégrisme islamiste" dans les années 1990, mais aussi comme "lien symbolique avec le pays" pour la communauté algérienne établie à l'étranger.
Par les différentes collaborations entre artistes de renommée mondiale, le raï s'est également imposé comme un facteur de rapprochement entre les communautés et les cultures et un médiateur de "l'intercompréhension et de l'échange".

RENCONTRE

Hommage à Moufdi Zakaria, le poète de la Révolution algérienne

UNE RENCONTRE en hommage au grand poète Moufdi Zakaria, auteur de l'hymne national et poète de la Révolution algérienne, a été organisée mercredi à Alger dans le cadre de la célébration du 68e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération.
Organisée par la Fondation Moufdi Zakaria et le Palais de la culture qui porte son nom, cette rencontre qui se veut un hommage à un grand nom de la poésie révolutionnaire, a été marquée par l'intervention d'universitaires et poètes et de déclamations des oeuvres du poète.
L'universitaire Laâmri Bengasmia s'est intéressé dans son intervention, à la poésie de Moufdi Zakaria, qui puise dans le patrimoine algérien. Il a relevé, dans une approche académique, l'usage du verbe "tranchant" et "judicieux" dans l'œuvre poétique de l'auteur de l'Iilliade et de l'hymne national "Qassaman".
Pour sa part, l'universitaire Djallal Eddine Bengasmia, également enseignant à l'université de Bouira, a affirmé que les poèmes de Moufdi Zakaria, continuent de résonner toujours de génération en génération, grâce à un verbe à la fois "éloquent" et tranchant". Présents à cette rencontre, les poètes Brahim Seddiki et Saliha Khelifi ont déclamé des oeuvres en hommage à Moufdi Zakaria, icône de la poésie révolutionnaire qui a contribué à la prise de conscience pour la lutte contre le colonialisme. Natif de Béni Izguen, à Ghardaia, en 1908, Moufdi Zakaria, de son vrai nom Cheikh Zekri, s'engage dans l'action politique et patriotique au début des années 1930. Militant actif au sein du mouvement national, le poète a fait un parcours "remarquable" dans plusieurs formations politiques notamment dans le Parti du peuple algérien (PPA), le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) et le Front de libération nationale (FLN).
Auteur des chants de la Révolution et de l'hymne national "Qassaman", Moufdi Zakaria a légué une œuvre riche en production littéraire et poétique, qui reflète la réalité algérienne et son combat pour la liberté et le recouvrement de la souveraineté nationale.
Décédé le 17 août 1977 à Tunis, Moufdi Zakaria a été inhumé à Béni Izguen, sa ville natale. Son nom est immortalisé et porté par plusieurs établissements culturels et édifices publics à la mémoire du poète et moujahid qui a marqué de son empreinte le champ littéraire et politique algérien.

JOURNÉES THÉÂTRALES DE CARTHAGE

«GPS» en compétition avec douze pièces de théâtre

Du 3 au 10 décembre 2022, les passionnés du 4ème art vivront aux rythmes de la 23ème édition des Journée Théâtrales de Carthage, une édition sous le signe de la fête mais aussi une occasion pour évoquer l'évolution et le positionnement du festival à l'ère des révolutions numériques, c'est ainsi que Nissaf Ben Hafsia, directrice du comité directeur des JTC a présenté, vendredi, les principaux lignes de la 23 ème édition lors d'une conférence de presse tenue à la Cité de la Culture à Carthage.
Cette édition sera ainsi l'occasion de réflexion et de débat autour de l'évolution du festival et son renouvellement afin d'être plus proche des aspirations et des défis à venir, a expliqué Ben Hafsia. Dans ce contexte, un colloque intitulé « Vers des perspectives de production et de distribution dans les pays arabes et africains » sera organisé sous la direction du professeur émérite Mohamed Messaoud Idriss et ceci en présence des professionnels, des programmateurs et des artistes afin de discuter sur les perspectives du festival pour devenir le premier marché arabe de promotion, de production et de distribution des œuvres théâtrales arabes et africaines. Un second colloque ponctuera ce 23ème rendez-vous autour de « Molière, au miroir du théâtre arabe et africain » sous la direction du Pr Hamadi Hemaidi et en partenariat avec l'association tunisienne des critiques de théâtre. En plus des deux colloques, plus de 80 pièces seront au rendez-vous, venues de 23 pays participants dont (12) pièces en compétition, (31) pièces hors compétition, (12) pièces du théâtre du monde, (4) pièces de théâtre amateur et (7) pièces de théâtre pour enfant. Cette édition verra, aussi, la programmation des pièces issues des projets de fin d'année des écoles théâtrales (6) dans une nouvelle section intitulée « Expériences et écoles ». Outre les pièces de théâtre et les spectacles de rue (8), les JTC 2022, c'est aussi 3 rencontres axées sur les créateurs de l'immigration, les expériences des créatrices de théâtre arabes et africaines ainsi que le théâtre saoudien, ses perspectives et aspirations. Pour rappel, la pièce théâtrale "G.P.S" du metteur en scène algérien Mohamed Cherchal, est programmée en compétition officielle.
Produite par le Théâtre national algérien (TNA) en 2019, "G.P.S" prend part à cette compétition aux côtés des 12 autres présentations théâtrales, à l'instar de "Conférence des Oiseaux" (Tunisie), de "Cartes africaines" (Guinée) et de "Paysage naturel" (Jordanie).
Ecrite et mise en scène par Mohamed Cherchal, la pièce théâtrale aborde la perte de l'Homme contemporain entre ses idées, ses principes et sa position à l'égard du temps. La pièce mélange le cinéma, le théâtre, les gestes et le mouvement pour transmettre des messages et des idées qui critiquent le suivisme et l'errance.
La comédienne de théâtre, Fadhila Hachmaoui sera distinguée, lors de ce festival, pour son riche parcours artistique entamé en 1974 au Théâtre régional d'Oran, en sus d'autres noms du théâtre arabe et africain, à l'instar de la troupe théâtrale de la ville de Tunis, la plus ancienne du 4e art en Tunisie. L'Egypte sera l'invitée d'honneur de la 22e édition.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA D'ALGER

Huit productions représentent le cinéma britannique

LE 11ÈME Festival International du cinéma d'Alger (FICA) marque son retour attendu cette année avec un programme passionnant autour du film engagé. Le cinéma britannique sera représenté avec huit films et deux cinéastes abordant des questions clés, telles que la migration et le changement climatique et un master-class autour de la réalisation de film axé sur l'impact.
Deux réalisateurs sont au rendez-vous cinématographique algérois, Antonin Niclass, du 2 au 4 Décembre, réalisateur du film d'animation « Do Not Feed the pigeon », en compétition dans la catégorie des Courts-métrages et Chi Thai, du 6 au 8 décembre, réalisatrice du film « The Promise». Cette denière représente le programme dédié au cinéma et à l'environnement et animera le Masterclass « Réalisation de film axée sur l'impact » le 7 Décembre à la salle Ibn Zeydoun de 9h30 à 12h00, annonce le représentant culturel du British Council qui précise que tous les films sont sous-titrés en français.
Pendant le FICA, cinq courts métrages (documentaires et films d'animation) issus des "Climate Stories", un programme de tournée du British Council, permettront aux collégiens, lycéens et jeunes cinéastes algériens de s'engager autour de ce sujet.
En compétition, la sélection suivante sera projetée le dimanche 4 décembre à la salle Ibn Zeydoun - Office Riadh El Feth
• Séance de courts métrages à 14h00:
"Do Not Feed the Pigeon" réalisé par Antonin Niclass
"The Palace" réalisé par Jo Prichard (BAFTA 2022 sélection)
Séance de long métrage à 19h :
"Limbo" réalisé par Ben Sharrock.

COURTS MÉTRAGES (DOCUMENTAIRES ET FILMS D'ANIMATION) ISSUS DES "CLIMATE STORIES"

Mardi 6 décembre, au bureau du Riadh El Feth, salle Ibn Zeydoun de 14h00 à 17h00 :
"To Keep As One" réalisé par Katie Basile (USA)
"Eve" réalisé par Joya Berrow & Lucy Jane (UK)
"Blackthorn réalisé par Dom Bush" (UK)
"The Promise" réalisé par Chi Thai (UK)

LES POLÉMIQUES SUR L'ORGANISATION, LES DROITS DE L'HOMME

Al-Khelaïfi défend le Qatar

Nasser Al-Khelaïfi s'est longuement exprimé dans une interview accordée à L'Equipe.



Nasser Al-Khelaïfi prend la parole. Le président du Paris Saint-Germain a accordé une interview au journal L'Equipe. Dans cette dernière, il est revenu sur les polémiques entourant l'organisation de la Coupe du monde au Qatar, aussi bien sur les constructions de stade que sur les droits de l'homme. Longuement, Nasser Al-Khelaïfi a défendu le Qatar, jugé différemment selon lui : « Pourquoi les gens n'ont pas parlé de ces questions-là sur les autres Coupes du monde et les autres événements majeurs ? A-t-on entendu les médias parler, faire des enquêtes ? On ne dit pas que nous sommes les meilleurs, mais on n'est pas aussi mauvais qu'on le présente. Nous ne sommes pas parfaits. Mais qui est parfait ? Personne. Nous nous sommes développés plus rapidement que n'importe quelle nation dans l'histoire, les changements apportés depuis l'attribution de la Coupe du monde (en 2010), d'autres pays ont pris des siècles pour les mettre en œuvre. » Nasser Al-Khelaïfi estime que la Coupe du monde est un succès pour le pays du Golfe : « Nous sommes un peuple humble, avec le cœur sur la main. Nous, les Qatariens, on a montré au monde entier ce qu'on était capables de faire. Les infrastructures sont incroyables, il n'y a pas de mouvement de foule et c'est très familial. Toutes les cultures sont ensemble. Notre identité, c'est de cultiver la paix avec tout le monde. On accepte des gens du monde entier. Le Qatar a changé. On n'est pas responsables de tout. Nous sommes des gens bien. » Le président du Paris Saint-Germain s'est également exprimé sur les mouvements de contestation lancés par l'Allemagne ou le Danemark au sujet des droits de la communauté LGBTQ+. Nasser Al-Khelaïfi estime que ces polémiques n'ont pas leur place et a au contraire préféré saluer l'attitude de Hugo Lloris : « L'émir l'a dit lors de la cérémonie d'ouverture. Tout le monde est bienvenu au Qatar. Quels que soient sa nationalité, ses origines, ses croyances, son sexe. Mais on demande une chose : le respect de notre culture. Nous, quand on est à Paris, on respecte. Je ne pense pas qu'il faille mélanger politique et sport. Ce n'est pas le sport, ça. Sinon, ça ne se termine jamais, on aura des protestations sur tout. Je veux remercier Hugo Lloris pour ce qu'il a dit. Il a raison à 100 %. La Coupe du monde, c'est la fête. Si chacun fait son mouvement de contestation, ça divise. Le foot doit unir. »

LE MONDIAL QATARI SE POURSUIVRA SANS L'ALLEMAGNE ...

Les éliminations les plus choquantes de l'histoire de la Coupe du monde

LA COUPE du monde au Qatar bat son plein. Les Bleus se sont extirpés du piège et ont mis fin à la malédiction du champion. Si l'Argentine s'est rassurée, l'Allemagne, en grand danger dès son entrée en lice est finalement sortie dès les poules. Ce n'est pas sans rappeler les scénarios similaires qu'ont vécu d'autres grandes nations avant elle. L'équipe de France, qui jouait son dernier match de groupe face à la Tunisie mercredi ont évité le pire même si la défaite était au rendez-vous. Les hommes de Didier Deschamps se sont ainsi mis à l'abri et évité des sueurs froides à leur supporters en assurant la qualification en huitièmes avant cette ultime rencontre qui interpelle. Ce n'était pas le cas de l'Argentine qui a finalement sorti un grand match contre la Pologne, et de l'Allemagne qui n'a pu passer s'extirper en alignant une seconde sortie consécutive, après 2018 en Russie, dès les poules cette année. Comme un air de déjà vu...

2002, LA FRANCE, L'ARGENTINE ET LE PORTUGAL CALENT

La Coupe du monde 2002 a marqué le début de la fameuse malédiction du champion. Titrés 4 ans plus tôt, les Bleus avaient été sortis en phase de groupe. Défaite par le Danemark et le Sénégal, la France avait terminé à la dernière place de son groupe avec 1 point, acquis face à l'Uruguay. Les Bleus n'avaient pas trouvé le chemin des filets une seule fois. Un désastre. Ce n'était pas mieux pour le Portugal. Surpris par les Etats-Unis, réveillés face à la Pologne mais battus face à la Corée du Sud, les Portugais s'étaient emparés de la 3ème place de leur groupe, insuffisante pour aller en huitièmes. L'Argentine était également sortie en poules, à la troisième place derrière la Suède et l'Angleterre.

2010, LE FIASCO DE KNYSNA, LA DÉBÂCLE ITALIENNE

C'est le plus grand fiasco du football français. En 2010, les Bleus de Raymond Domenech fâchaient tout un peuple avec le football. Résultats calamiteux, grèves des joueurs... Du jamais vu. On retient plus l'extra-sportif que le sportif, pourtant ce n'était guère mieux. Les Bleus avaient terminé bons derniers de leur groupe derrière l'Uruguay, le Mexique et l'Afrique du Sud. L'Italie, championne du monde en 2006 après avoir battu les Bleus, sortait également en poules. La malédiction du champion venait de frapper sur la tête de l'Italie, dernière de son groupe derrière le Paraguay, la Slovaquie et la Nouvelle-Zélande.

2014, les cadors européens à la porte

Disputé au Brésil, le Mondial 2014 n'a pas épargné les nations européennes. Championne 4 ans plus tôt, l'Espagne sortait en poules après des défaites contre le Chili et les Pays-Bas. L'hécatombe a continué pour l'Europe. Dans le même groupe, l'Italie et l'Angleterre terminait aux deux dernières places derrière le Costa Rica et l'Uruguay. Depuis, les Italiens n'ont plus revu le Mondial. La dernière fois que l'Italie a passé les poules, c'était en 2006, il y a 16 ans. Enfin, le Portugal venait clôturer le bal des écuries européennes sorties prématurément de la compétition. Les coéquipiers de Cristiano Ronaldo s'étaient classés en 3ème position derrière l'Allemagne et les Etats-Unis.

COMME EN 2018, L'ALLEMAGNE N'Y A PAS ÉCHAPPÉ AU QATAR

Pour la troisième édition consécutive, le champion du monde ne voyait pas les huitièmes de finales. Dernière de son groupe après des défaites face au Mexique et à la Corée du Sud, l'Allemagne venait perpétrer la tradition. Au Qatar, les Allemands qui étaient en très mauvaise posture avant la rencontre décisive face au Costa Rica, ont certes gagné mais ont été priés de revenir chez eux...

LES SIX CONTINENTS REPRÉSENTÉS AU SECOND TOUR, UNE PREMIÈRE . . .

POUR la première fois de son histoire, le Mondial verra les six continents représentés en huitièmes de finale, et ce, avant même que les quatre dernières rencontres de poules ne soient jouées : l'Europe avec la France, l'Angleterre, la Croatie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Pologne et le Portugal ; l'Amérique du Sud avec l'Argentine et le Brésil ; le continent africain avec le Sénégal et le Maroc ; l'Asie avec le Japon ; l'Amérique du Nord avec les États-Unis ; l'Océanie avec l'Australie. Six équipes jouent leur qualification ce vendredi : le Cameroun et le Ghana pour l'Afrique (renvoyés à la maison), l'Uruguay (fin de l'aventure) pour l'Amérique du Sud, la Serbie (éliminée) et la Suisse (qualifiée) pour l'Europe qui disputaient à l'occasion une sorte de finale pour la 2e place), ainsi que la Corée du Sud (elle a composté son billet en l'emportant contre le Portugal) pour l'Asie.

. . . Aucune équipe n'est parvenue à remporter ses trois premiers matchs dans cette Coupe du monde.

Les gros ont du mal dans cette Coupe du monde. Hormis le Brésil et la France, qui se sont offerts une phase de poule plutôt tranquilles, de nombreuses grandes sélections ont connu des difficultés. Outre l'Allemagne ou l'Uruguay, passés à la trappe, l'Argentine ou le Portugal se sont fait peurs. Une statistique illustre bien ce nivellement des sélections. Pour la première fois depuis 1994, aucune équipe n'est parvenue à obtenir neuf points lors de la phase de poule en réalisant un sans-faute. La France et le Brésil étaient bien partis mais ont perdu leur dernier match en opérant une large revue d'effectifs.

L'ESPAGNE ET L'ALLEMAGNE, PREMIÈRES ÉQUIPES À PERDRE APRÈS AVOIR TENTÉ PLUS DE 700 PASSES

Le Japon a terminé à la première place de son groupe, dans lequel il était loin d'être l'équipe favorite. Les Samurai Blue se sont imposés face à l'Espagne et à l'Allemagne, malgré une possession de balle largement en leur défaveur. Selon Opta, depuis 1966, seulement deux équipes se sont inclinées en Coupe du monde après avoir tenté plus de 700 passes lors d'un match... Et il s'agit de la Mannschaft et de la Roja, cette année face aux Nippons. Une nouvelle preuve que le Cholismo n'est pas mort.

L'IDÉE DÉSESPÉRÉE D'ADIDAS POUR SE DÉBARRASSER DES MAILLOTS DE LA BELGIQUE ET DE L'ALLEMAGNE

Un mal pour un bien, pour les supporters des Diables rouges et de la Mannschaft ? À la suite des éliminations surprises de l'Allemagne et de la Belgique dès la phase de poules du Mondial, Adidas - sous contrat avec les deux fédérations - n'a pas perdu de temps pour solder leurs tuniques. Sur le site de l'équipementier allemand, les maillots domicile et extérieur des deux nations sont désormais à moitié prix (ou presque). Ce n'est pas la première fois que les maillots allemands sont bradés après la phase de poules. En 2018 déjà, ils avaient été mis en solde à la suite de l'élimination de Manuel Neuer et consorts. Vu le style du maillot domicile de la Belgique, il était temps qu'Adidas le brade.

8ES DE FINALES/ SUITE1

Le Sénégal pour marquer les esprits, la France a de quoi se méfier

L'Afrique, menée par les Lions de la Teranga le fera-t-elle ? Les Anglais sont avertis. S'en méfient en tout cas. Aussi sûrement que la France le doit contre une Pologne dure à manier. Surprises en vue

Par Rabah Azizi.



Deux rencontres de huitièmes de finale qui s'annoncent palpitantes. Une entrée en matière avec une affiche France – Pologne qui a l'air très déséquilibrée, mais qui peut cacher de nombreuses surprises. Après deux victoires aisément conquises, les « Bleus » avaient le vent en poupe avant de tomber face à la Tunisie, dans une rencontre où le sélectionneur français, déjà qualifié, a choisi de faire reposer ses titulaires en faisant tourner et en alignant, une équipe « B ». Une formation improbable, composée majoritairement de remplaçants. Cette fois-ci, vu le contexte et l'importance de la confrontation, Didier Deschamps devra impérativement aligner les joueurs phares de l'équipe, les stars Kylian Mbappé, Antoine Griezmann & Co devront faire un retour imminent sur la feuille de match. Néanmoins, l'alignement de ces stars n'est pas synonyme d'alignement d'astres, car tout n'est pas encore gagné. L'entraîneur et ses joueurs en sont tout à fait conscients et aborderont le match avec un cocktail de confiance et de prudence. Pour sa part, l'équipe Polonaise, très pauvre dans le jeu, espère bétonner en défense pour tenir bon face aux assauts de l'attaque tricolore afin de tromper les champions en titre d'une contre-attaque ou bien de les emmener jusqu'aux tirs aux buts. En effet, les « Aigles Blancs » polonais, ont été perçu en train de s'entrainer sur les penalties, en espérant battre les « Coqs » français dans ce secteur. Une tactique attentiste, qui ne priorise pas le beau jeu, mais à chacun ses moyens. Quant à la deuxième affiche de cette soirée, une rarissime rencontre Angleterre – Sénégal, s'annonce passionnante. L'Angleterre après avoir déroulé sur le Groupe B avec comme seul hic, un pauvre et triste match nul sans but contre les Etats Unis. « The Three Lions », comme dans toutes les grandes compétitions, sont attendus au tournant. Alors que l'Angleterre n'avait pas connu le triomphe dans un tournoi majeur depuis le sacre du mondial 1966 et après une finale de l'EURO perdue à la maison au Wembley Stadium, les fervents supporters anglais espèrent que cette fois-ci ''It's (REALLY) coming home''(*). Gareth Southgate compte sur des joueurs tels que Marcus Rashford (3 buts) ou bien Bukayo Saka (2 buts) pour emmener l'équipe sur la plus haute marche du podium. Mais, en affrontant le champion d'Afrique 2022, tout n'est pas gagné. Le Sénégal, une équipe sympathique et solide en défense, a de quoi jouer de mauvais tours aux anglais. Après avoir réussi l'exploit de la qualification au second tour, les « Lions de la Teranga » ont faim, et ne veulent pas s'arrêter d'aussitôt. Avec, peut-être, le retour de l'ancien de Liverpool, Sadio Mané, la tâche pour Harry Maguire et ses coéquipiers, en défense, ne serait que plus difficile. Néanmoins, Aliou Cissé devra faire sans son pilier du milieu de terrain d'Everton, Idrissa Gueye pour cause de suspension et son défenseur Cheikhou Kouyaté de Crystal Palace pour cause de blessure. Des éléments évoluant en ''English Premier League'', qui sont des sénégalais ''anglicized'' connaissant très bien le football anglais. Les sénégalais comptent quand même créer l'exploit en faisant honneur à toute l'Afrique.

(*) Ça rentre à la maison (Chanson et hymne des supporters en 1996 composés par le groupe anglais ''The Lightning Seeds'' symbolisant le retour du trophée en Angleterre (pays du football).

R.A

Le Programme :
16h00 : France- Pologne
20h00 : Angleterre- Sénégal

CONTRECHAMP

L'Afrique aurait pu ?

Par Azouaou Aghiles

Dur aura été encore le réveil samedi. La douche froide. C'est tout le continent qui s'en trouve déçu. Une fois de plus. Une fois de trop. Après la Tunisie, c'est au tour du Ghana et du Cameroun de faire leurs valises. En tombant, les uns après les autres. Logiquement ? On en rediscutera. Un petit « fiasco » qui fait déjà débat dans les milieux spécialisés.
L'Afrique, et ses immenses talents, avait-elle mérité un tel dénouement ? L'honneur est peut-être sauf, l'espoir encore possible de frapper un grand coup dans le ciel si tranquille de Doha qui a toutefois assisté à de gros exploits comme le veut le football. Grâce à qui ? Au tandem Sénégal- Maroc. Qui ne doit rien à personne. Encore moins à la chance. Notamment les « Lions de l'Atlas » qui ont survolé (deux probants succès qu'on ne qualifierait pas d'exploits, et un nul) un groupe où ils avaient très peu de chance de contester la hiérarchie avec la présence des derniers demi-finalistes en date, la Belgique, battus à plate-couture, ou la finaliste de la dernière édition en Russie (2018), la très joueuse Croatie tenue en respect (nul blanc) mais une première victoire aux points comme on dit en boxe, avant d'étriller (2-1) la très sympathique sélection canadienne véritable découverte de ce mondial. L'espoir encore vivace. Ou comment sauver l 'honneur d'un continent longtemps présenté comme l'avenir du football mondial. Mais qui tarde à le confirmer. L'espoir peut-être. Avec les « Lions de la Teranga » qui n'en finissaient pas de pleurer l'absence, pour blessure, de leur leader Sadio Mané. Avant de prouver, abnégation et talent en prime, que la vie pouvait continuer sans lui en attendant un hypothétique feu vert de ses médecins et un retour à la pointe de l'attaque lors d'un des prochains tours car le Sénégal n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Après des débuts timides pour certains, voire proches du catastrophique pour d'autres, à part le Maroc, bien entré dans la compétition et le Sénégal qui donnera des sueurs froides à ses supporters en cédant les points de la victoire à une prenable Hollande. De la Tunisie (nul sans but d'entrée face au Danemark qui payera au passage cher son insolence pour s'être concentré sur des combats sentant mauvais, avant de concéder une défaite surprise face à l'Australie et de sortir par la grande porte en matant les champions du monde mais qui n'aura pas suffi au final) au Cameroun (battu petitement par la Suisse, puis d'imposer le nul à la Serbie dans un match fou, pour enfin, signer un joli exploit contre le super favori brésilien, pour l'honneur et l'histoire) en passant par le Ghana (il a tenu bon contre le Portugal mais tombera après avoir fait trembler Ronaldo et les siens, fait match nul contre la Serbie après une autre haletante course- poursuite, la 3e sortie tournant au gâchis en s'inclinant devant une bête noire nommée Uruguay et ses stars vieillissantes), c'est un bilan mi-figue, mi-raisin et un « peu mieux faire » sur un air de déjà-vu. Disséqué en long et en large. L'Afrique, ses représentants, n'ose pas … oser en s'éclipsant (sauf le Maroc et Le Sénégal) la phase de poules à peine bouclée. Mêmes constats, mêmes résultats, même si la Tunisie et le Cameroun ne repartent pas chez eux les mains vides, leurs succès contre respectivement les détenteurs du précieux trophée (des Coqs punis pour n'avoir pas aligné leurs titulaires) et la meilleure sélection actuelle, le Brésil, qui peut considérer la gifle des Lions Indomptables comme un sérieux avertissement pour lui, le reste du tournoi cachant d'autres performances de ce genre. Le Maroc et le Sénégal. Qui s'illustrent en montrant un bon visage. La preuve par une insolence nous rappelant qu'ils peuvent mater les meilleurs. Du bon cru et des prétentions en bandoulière. La voie est ouverte pour en finir avec la figuration. Viser haut. La preuve, aussi, que l'Afrique aurait pu…

A.A

LES JOUEURS POLONAIS ENCENSENT ET CRAIGNENT LES BLEUS AVANT LE 8E !

Les joueurs polonais se sont exprimés après leur défaite contre l'Argentine sur les forces de l'Equipe de France. Les Polonais le savent, ils auront fort à faire. Après leur défaite face à l'Argentine, les coéquipiers de Robert Lewandowski terminent à la deuxième place de leur groupe et affronteront l'Equipe de France en huitièmes de finale. Une rencontre qu'ils aborderont dans la peau d'un outsider. En zone mixte, les internationaux polonais ont pu s'exprimer sur le potentiel offensif des Bleus dans des propos rapportés par L'Equipe, à l'instar de Damian Szymanski : « C'est le même niveau que l'Argentine, donc il faudra faire mieux. Tous les joueurs sont dans les plus grands clubs d'Europe, mais on ne sait jamais dans le foot, cela ne veut rien dire, sur un match il y a parfois des surprises et c'est la Coupe du monde donc évidemment qu'on ne part pas battus. Tout est possible ». Un son de cloche partagé par Piotr Zielinski. La star du Napoli se méfie lui des Milanais, qu'il côtoie en Serie A : « En Italie, j'ai joué contre Giroud. Pour moi, c'est un très grand joueur qui m'a vraiment fait forte impression avec l'AC Milan. Il y a aussi Hernandez, qui est une machine sur le côté gauche. Il court sans arrêt, on dirait une petite voiture. Le côté gauche de la France, avec lui et Mbappé, cela met vraiment le feu. On va souffrir, mais on va essayer de les faire souffrir ». La défaite contre la Turquie laisse de son côté des espoirs à Robert Lewandowski : « La France est favorite. Nous devons surtout vraiment nous améliorer si on souhaite leur poser des problèmes, et notamment proposer plus de choses en attaque. Ils ont une excellente équipe mais on a vu avec leur match contre la Tunisie que tout était possible ».

ANGLETERRE – SÉNÉGAL : SOUTHGATE PRÉVIENT SES JOUEURS AVANT LE CHOC !

Alors que l'Angleterre affrontera le Sénégal dimanche soir en huitième de finale, Gareth Southgate a tenu à prévenir ses joueurs. C'est un huitième de finale très alléchant qui nous attendra dimanche soir (20h). Première du groupe B et vice-championne d'Europe, l'Angleterre défiera le deuxième du groupe A et champion d'Afrique en titre, le Sénégal. Gareth Southgate a réagi à ce match qui s'annonce après la victoire contre le Pays de Galles. Et le sélectionneur des Three Lions a tenu à prévenir ses joueurs. S'ils partiront favoris, il ne faudra pas sous-estimer les Lions de la Téranga : "J'ai vu jouer le Sénégal contre l'Iran (en amical) à Vienne. Je les ai bien observés. À partir de maintenant on va étudier leurs matches. On connaît certains joueurs qui jouent dans de grands Championnats et en Angleterre. On sait qu'on sera favori, on doit l'assumer, mais on joue une équipe très dangereuse." Vivement dimanche !

Page 24_Mise en page 1 04/12/2022 15:54 Page 1

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA	CONSTANTINE	ALGER	OUARGLA	CHLEF	MOSTAGANEM	ORAN
Fadjr	05:46	05:50	06:04	05:50	06:11	06:15	06:18
Dohr	12:19	12:24	12:38	12:29	12:45	12:50	12:53
Açr	14:54	15:00	15:15	15:15	15:21	15:27	15:31
Maghrib	17:12	17:18	17:33	17:34	17:40	17:45	17:49
Icha	18:42	18:47	19:02	18:58	19:09	19:14	19:17

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7457 — DIMANCHE 4 DÉCEMBRE 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	22°	8°
Oran	21°	8°
Constantine	19°	2°
Ouargla	16°	4°

LES MÉDIAS OCCIDENTAUX, ARMES DE DISTRACTION DES MASSES

FAKE NEWS, PARTIALITÉ ET MANIPULATION

Les médias mainstream sont-ils à la solde du complexe militaro-industriel ? Cette question est aussi vieille que le complexe lui-même dénoncé dès 1961 par l'ancien président américain Dwight Eisenhower. Dans le cas du conflit en Ukraine, il semble que les médias occidentaux soient devenus les porte-drapeaux du récit ukrainien, un récit bien loin de la réalité des choses et du terrain.

Ces médias qui fabriquent l'information favorable à l'Ukraine sont les maillons d'une vaste chaine : il y a d'abord les spins doctors qui s'activent entre Kiev et Londres pour fabriquer les fake news et les récits qui participent à la mythologie ukrainienne moderne. Viennent ensuite les conseillers américains et européens qui font un travail de lifting avant de mobiliser les relais médiatiques mainstream qui travestissent la vérité et fabriquent le mensonge à grande échelle.

Les exemples sont nombreux sur ce registre : la plus récente, la fable des deux missiles tombés en Pologne. Dès les premières heures de l'incident, le président ukrainien Zelensky jurait ses grands dieux que ce sont les Russes qui veulent attaquer la Pologne et précipiter ainsi le monde dans un conflit mondial. La prudence des premiers concernés, les Polonais eux-mêmes ainsi que les Américains et les Allemands a prouvé que les Ukrainiens étaient les véritables commanditaires de cette attaque sous fausse bannière dans le but de faire porter le chapeau aux Russes.

Déjà, l'affaire de la centrale nucléaire de Zaporojie en mars dernier, et les pseudo-massacres de Butcha et d'Izioum avaient soulevés de nombreuses interrogations à propos du rôle des médias dans la poursuite du conflit. Et tellement le montage



médiatique devient grossier, des voix s'élèvent pour dénoncer ces «armes de distraction des masses». Ainsi, lors de l'épisode des missiles échoués en Pologne, le nouveau patron de Twitter, Elon Musk s'en est pris directement à l'agence Associated Press (AP).

«Même l'Associated Press, avec son rapport complétement fictif sur le missile russe frappant la Pologne, a eu de graves conséquences sur l'escalade de la guerre», a écrit Musk sur son compte Twitter.

Un autre Fake, le prétendu appel d'Alexandre Douguine à renverser et à assassiner le président Poutine. L'information rapportée par le journal britannique The Mirror s'appuie sur un texte que le philosophe aurait écrit puis supprimer de son compte Telegram, sans qu'il y ai une preuve matérielle de cette affirmation.

C'est le mode opératoire de ces médias dominants qui pose problème : il joue sur le double registre : émotion-culpabilisation. On met le paquet sur le pathos et le registre émotionnel pour mobiliser l'opinion publique occidentale en faveur des pauvres Ukrainiens, au même moment, le curseur est placé sur la culpabilisation dans le but d'engranger un vaste mouvement de sympathie. C'est la posture Zelensky ! En utilisant directement les réseaux sociaux et en alimentant les médias mainstream, le président ukrainien bascule entre ces deux registres pour tenir en haleine l'opinion publique internationale. Plus de mobilisation veut dire plus de financement et plus d'armement. L'équation est claire : les médias occidentaux se trouvent logiquement et naturellement du côté des grands manipulateurs du complexe militaro-industriel occidental qui a intérêt à prolonger le conflit ad vitam aeternam. Ainsi, plus le conflit perdure plus ce complexe bénéficie de financement. De même pour Zelensky et ses amis, qui s'enrichissent au détriment de leur peuple utilisé comme chair à canon.

La partialité dans la narration des récits en provenance d'Ukraine n'a d'égal que la volonté de travestir la réalité et la diabolisation de la Russie.

Les prétendus massacres de civils à Butcha et à Izioum sont des opérations de communication fabriquées et dirigées par les Britanniques pour présenter les Russes comme les dignes héritiers des Nazis avec les mêmes méthodes, alors que les Russes affirment vouloir dénazifier l'Ukraine. Un paradoxe étudié.

Les médias occidentaux instruments de l'escalade dans le conflit ? Sans nul doute, puisque les acteurs de cette escalade trouvent leur compte : Anglo-Américains, ukrainiens et leurs parrains du complexe militaro-industriel. Car face à l'objectif principal, soit abattre la Russie, la Sainte alliance est plus que jamais mobilisée.

Mahmoud Benmostefa

TRAFIC DE STUPÉFIANTS

Saisie d'une quantité importante de psychotropes

LES AGENTS des Douanes ont saisi d'importantes quantités de comprimés psychotropes dans des opérations distinctes menées dans les wilayas d'El Meghaier et Ghardaïa, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale des Douanes. La lutte implacable contre la criminalité sous toutes ses formes se poursuit. En effet les agents de la brigade polyvalente des Douanes de Still, dans la wilaya d'El Meghaier, relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes d'El Oued, ont saisi, dans cinq opérations distinctes, 93045 comprimés psychotropes de type Prégabaline de 300 mg, dissimulés à bord de deux voitures touristiques et trois Camionnettes, a indiqué hier un communiqué de la Direction générale des Douanes. Cette opération a permis s'est soldée par l'arrestation des contrevenants et leur présentation devant les juridictions compétentes, a ajouté le communiqué. Par ailleurs, les agents de la brigade mobile des Douanes relevant de l'Inspection divisionnaire des Douanes de Ghardaïa, relevant de la Direction régionale des Douanes de Laghouat, ont saisi en coordination avec les services de l'Armée nationale populaire (ANP), 22440 comprimés psychotropes de type Prégabaline 300 mg qui étaient dissimulés à bord d'un véhicule touristique, selon la même source. Le mis en cause a été présenté devant les instances judiciaires compétente.

«Le bilan enregistré consacre l'opérationnalité des agents des Douanes algériennes et leur mobilisation totale dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de contrebande, notamment le trafic de drogues et de psychotropes pour protéger la santé du citoyen et contribuer à la préservation de la sécurité et de l'ordre public» a conclu le document.

Dans le même sillage, la brigade de la police judiciaire relavant de la sûreté de daïra de djelida a réussi à démanteler un réseau de trafic de drogue composé de 3 individus, âgés entre 20 et 30 ans, a indiqué un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Aïn Defla. L'opération a été enclenchée, après une investigation minutieuse de la brigade en question sur les activités de ce réseau activant dans les quartiers, a ajouté la même source. Cette opération a permis de saisir 18 comprimés de psychotropes de type prégabaline destinées à la vente et un poignard. Après parachèvement de toutes les démarches judiciaires en vigueur, un des mis en cause a été mis sous contrôle judiciaire et les deux autres ont été écroués dans un établissement pénitentiaire, a conclu le communiqué.

Samia Acher

DONATION D'ÉQUIPEMENTS PARAMÉDICAUX À L'ASSOCIATION «AMEL OUA 3AMEL»

Ooredoo marque la Journée internationale des personnes handicapées

FIDÈLE à son statut d'entreprise citoyenne par excellence, Ooredoo tient à marquer la Journée Internationale des Personnes Handicapées, célébrée le 03 décembre de chaque année. Instituée par l'Organisation des Nations-Unies (ONU), la journée internationale des personnes handicapées vise à promouvoir la compréhension des questions de handicap et à mobiliser le soutien pour la dignité, le droit et le bien-être des personnes handicapées. Ainsi, lors d'une cérémonie organisée au siège de l'Association des Handicapés moteur AMEL OUA 3AMEL sis à BAB EL OUED (Alger), Ooredoo a remis à cette dernière des équipements paramédicaux destinés aux enfants orphelins handicapés. Il s'agit, entre autres, des fauteuils roulants simples, des fauteuils d'infirmité motrice cérébrale IMC pour enfants et adultes, des cannes anglaises ajustables en aluminium et des matelas anti-escarre à eau. A l'occasion de la célébration de la journée internationale des personnes aux besoins spécifiques, le Directeur général de Ooredoo, M. Bassam Yousef AL IBRAHIM, a déclaré : «Avec son statut d'entreprise socialement responsable, Ooredoo Algérie tient à marquer la journée internationale des personnes handicapées, réaffirmant ainsi son engagement aux côtés de cette frange vulnérable de la société. Je réitère la volonté de Ooredoo à se joindre aux efforts du mouvement associatif militant pour les droits des personnes en situation de handicap, de quelque nature que ce soit. Ooredoo est fière de plaider pour cette noble cause et d'exprimer sa responsabilité sociétale d'entreprise dans des projets concrets avec les principaux acteurs du mouvement associatif algérien.» De son côté, la présidente de l'Association des Handicapés Moteur Amel Oua 3amel, Mme Haizia Rezigue, a affirmé : «l'Association Amel Oua 3amel tient à saluer les efforts de Ooredoo dans le soutien des différents projets humanitaires et caritatifs, notamment ceux dédiés aux personnes en situation de handicap. Nous sommes convaincus que cette donation contribuera à améliorer la vie quotidienne des personnes aux besoins spécifiques, en particulier des enfants orphelins qui ont plus que jamais besoin de ce type d'initiative pour améliorer leurs conditions difficiles et complexes. Nous profitons de cette occasion pour inviter toutes les entreprises à participer au travail humanitaire et mécénat.»